

Seule une pression extérieure peut mettre fin aux crimes de guerre d'Israël

Description

En 2005, les Palestiniens ont appelé le monde à boycotter Israël jusqu'à ce qu'il se conforme au droit international. Et si nous avions écouté ?

Par Naomi Klein, le 10 janvier 2024



Une chose est sûre : les atrocités commises actuellement à Gaza renforcent considérablement les arguments en faveur du boycott, du désinvestissement et des sanctions. Manifestation au Cap, en Afrique du Sud, le 21 septembre 2015. Photo : Rodger Bosch/Getty

Il y a exactement 15 ans cette semaine, j'ai publié un [article](#) dans le *Guardian*. Il commençait ainsi :

Il est temps. Il est grand temps. La meilleure stratégie pour mettre fin à une occupation de plus en plus sanglante est que Israël devienne la cible du type de mouvement mondial qui a mis fin à l'apartheid en Afrique du Sud. En juillet 2005, une vaste coalition de groupes palestiniens a présenté des plans en ce sens. Ils ont appelé à « les personnes de conscience du monde entier à imposer de vastes boycotts et à mettre en œuvre des initiatives de désinvestissement à l'encontre d'Israël, semblables à celles appliquées à l'Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid ». La campagne Boycott, Désinvestissement et Sanctions était née.
« **C'est en est assez, il est temps de boycotter.** » Naomi Klein

En janvier 2009, Israël a déclenché une nouvelle phase choquante de massacres dans la bande de Gaza, en baptisant sa campagne de bombardements féroces à « Opération Plomb durci ». Elle a tué 1 400 Palestiniens en 22 jours ; le nombre de victimes du côté israélien était de 13. Ce fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase et, après des années de réticence, je me suis prononcé publiquement en faveur de [l'appel](#) au boycott, au désinvestissement et aux sanctions contre Israël, lancé par les Palestiniens jusqu'à ce qu'il se conforme au droit international et aux principes universels des droits de l'homme, et connu sous le nom de BDS.

Bien que le BDS ait bénéficié d'un large soutien de la part de plus de 170 organisations de la société civile palestinienne, le mouvement est resté modeste à l'échelle internationale. Pendant Plomb durci, la situation a commencé à changer et un nombre [croissant](#) de groupes d'étudiants et de syndicats en dehors de la Palestine ont adhéré au mouvement.

Pourtant, nombreux sont ceux qui ne s'y risquent pas. Je comprenais pourquoi cette tactique me semblait délicate. Il existe une longue et douloureuse histoire d'entreprises et d'institutions juives prises pour cibles par des antisémites. Les experts en communication qui font pression au nom d'Israël savent comment exploiter ce traumatisme, de sorte qu'ils présentent invariablement les campagnes conçues pour contester les politiques discriminatoires et violentes d'Israël comme des attaques haineuses contre les Juifs en tant que groupe identitaire.

Pendant deux décennies, la peur généralisée découlant de cette fausse équation a empêché Israël de faire face au plein potentiel du mouvement BDS. Aujourd'hui, alors que la Cour internationale de justice [entend](#) la compilation d'ouvrages de preuves de l'Afrique du Sud sur le crime de génocide commis par Israël à Gaza, cela en est vraiment assez.

Du boycott des bus au désinvestissement des combustibles fossiles, les tactiques BDS ont une histoire bien documentée en tant qu'armes les plus puissantes de l'arsenal non-violent. Les reprendre et les utiliser à ce tournant de l'humanité est une obligation morale.

Cette responsabilité est particulièrement aiguë pour ceux entre nous dont les gouvernements continuent d'aider activement Israël en lui fournissant des armes mortelles, des accords commerciaux lucratifs et des droits de veto aux Nations unies. Comme nous le rappelle le BDS, nous n'avons pas à laisser ces accords en faillite parler en notre nom sans les remettre en question.

Les groupes de consommateurs organisés ont le pouvoir de boycotter les entreprises qui investissent dans des colonies illégales ou qui fabriquent des armes israéliennes. Les syndicats peuvent pousser leurs fonds de pension à se désinvestir de ces entreprises. Les gouvernements municipaux peuvent sélectionner des entrepreneurs sur la base de critères éthiques qui interdisent ces relations. Comme nous le rappelle Omar Barghouti, l'un des fondateurs et dirigeants du mouvement BDS : « L'obligation éthique la plus profonde en ces temps est d'agir pour mettre fin à la complicité. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions vraiment espérer mettre fin à l'oppression et à la violence ».

En ce sens, le BDS mérite d'être considéré comme une politique étrangère populaire, ou une diplomatie par le bas et s'il devient suffisamment fort, il finira par forcer les gouvernements à imposer des sanctions par le haut, comme l'Afrique du Sud tente de le faire. C'est manifestement la seule force capable de faire dévier Israël de sa trajectoire actuelle.

Barghouti souligne que, tout comme certains Sud-Africains blancs ont soutenu les campagnes anti-apartheid au cours de cette longue lutte, les Israéliens juifs qui s'opposent aux violations systématiques du droit international commises par leur pays sont les bienvenus dans le mouvement BDS. Pendant l'opération « Plomb durci », un groupe d'environ 500 Israéliens, dont beaucoup d'artistes et d'universitaires de renom, a fait exactement cela, et a fini par [nommer](#) son groupe « Boycott from Within » (Boycott de l'intérieur).

Dans mon article de 2009, j'ai cité leur première lettre de lobbying, qui appelait à l'adoption de mesures restrictives et de sanctions immédiates contre leur propre pays et établissait un parallèle direct avec la lutte anti-apartheid sud-africaine. Le boycott de l'Afrique du Sud a été efficace, ont-ils souligné, affirmant qu'il a contribué à mettre fin à l'apartheid et à la ghettoïsation dans ce pays, ajoutant : « Mais Israël est traité avec des gants de velours : Mais Israël est traité avec des gants ! Ce soutien

international doit cesser.

C'était vrai il y a 15 ans, c'est dramatiquement toujours le cas aujourd'hui.

Le prix de lâ'impunit 



Des Palestiniens après une frappe aérienne sur une maison   Rafah, Gaza.

En lisant les documents du BDS datant du milieu et de la fin des années 2000, je suis surtout frappé par lâ'ampleur de la détérioration du terrain politique et humain. Dans lâ'intervalle, Israël a construit davantage de murs, érigé davantage de points de contrôle, I ch  davantage de colons illégaux et lancé des guerres bien plus meurtrières. Tout a empiré : le vitriol, la rage, la justice. Il est clair que lâ'impunit    le sentiment d impermeabilit  et d intouchabilit  qui sous-tend le traitement des Palestiniens par Israël   n est pas une force statique. Elle se comporte plutôt comme une marée noire : une fois lib r e, elle s infiltre vers lâ'extérieur, empoisonnant tout et tous sur son passage. Il s  tend largement et s enfonce profondément.

Depuis lâ'appel initial au BDS en juillet 2005, le nombre de colons vivant illégalement en Cisjordanie, y compris   Jérusalem-Est, a [explosé](#), atteignant selon les estimations 700 000 personnes, soit un nombre proche de celui des Palestiniens expulsés lors de la Nakba de 1948. L expansion des avant-postes des colons s est accompagnée d une augmentation de la violence des attaques des colons contre les Palestiniens, tandis que lâ'idéologie de la suprématie juive et même le fascisme manifeste ont été placés au centre de la culture politique en Israël.

Lorsque j ai écrit ma première chronique sur le BDS, le consensus dominant était que lâ'analogie avec lâ'Afrique du Sud était inappropriée et que le mot   apartheid  , utilisé par les juristes, les militants et les organisations de défense des droits de lâ'homme palestiniens, était inutilement incendiaire. Aujourd hui, de [Human Rights Watch](#)   [Amnesty International](#) en passant par la principale organisation israélienne de défense des droits de lâ'homme, [B tselem](#), tous ont réalisé des études approfondies et sont parvenus   la conclusion inéluctable que lâ'apartheid est effectivement le terme juridique approprié pour décrire les conditions dans lesquelles Israéliens et Palestiniens mènent des vies totalement inégales et ségréguées. Même Tamir Pardo, lâ'ancien chef de lâ'agence de renseignement Mossad, a [admis](#) ce fait :   Il y a un état d apartheid ici  , a-t-il déclaré en septembre.   Dans un territoire o 1 deux personnes sont jugées selon deux systèmes juridiques, il s agit d un état d apartheid.

En outre, nombreux sont ceux qui comprennent désormais que lâ'apartheid existe non seulement dans les territoires occupés, mais aussi   lâ'intérieur des frontières d Isra l de 1948, comme le montre un important [rapport](#) publié en 2022 par une coalition de groupes palestiniens de défense des droits de lâ'homme réunie par Al-Haq. Il est difficile d affirmer le contraire lorsque le gouvernement israélien actuel d extr me droite est arrivé au pouvoir en vertu d un accord de coalition qui [stipule](#) que :   Le peuple juif a un droit exclusif et absolu   la liberté

dâ??expression : Â« Le peuple juif a un droit exclusif et incontestable sur toutes les rÃ©gions de la Terre dâ??IsraÃ«l â?;! la GalilÃ©e, le NÃ©guev, le Golan, la JudÃ©e et la Samarie Â».

Quand lâ??impunitÃ© rÃ©gne, tout bouge, tout se dÃ©place, y compris la frontiÃ¨re coloniale. Rien ne reste statique.

Et puis il y a Gaza. Le nombre de Palestiniens tuÃ©s lors de lâ??opÃ©ration Â« Plomb durci Â» nous a semblÃ© insondable Ã lâ??Ã©poque. Nous avons rapidement appris quâ??il ne sâ??agissait pas dâ??une opÃ©ration ponctuelle. Au contraire, elle a inaugurÃ© une nouvelle politique meurtriÃ¨re que les responsables militaires israÃ©liens appelaient avec dÃ©sinvolture Â« tondre lâ??herbe Â» : tous les deux ans, une nouvelle campagne de bombardements Ã©tait lancÃ©e, tuant des centaines de Palestiniens ou, dans le cas de lâ??opÃ©ration Bordure protectrice de 2014, plus de 2 000, dont [526 enfants](#).

Ces chiffres ont de nouveau choquÃ© et dÃ©clenchÃ© une nouvelle vague de protestations. Mais cela nâ??a pas suffi Ã priver IsraÃ«l de son impunitÃ©, qui a continuÃ© Ã Ãatre protÃ©gÃ©e par le veto fiable des Ãtats-Unis Ã lâ??ONU, ainsi que par lâ??afflux constant dâ??armes. Les rÃ©compenses ont Ã©tÃ© plus corrosives que lâ??absence de sanctions internationales : ces derniÃ¨res annÃ©es, parallÃ¨lement Ã toute cette anarchie, Washington a reconnu JÃ©rusalem comme capitale dâ??IsraÃ«l et y a [dÃ©placÃ©](#) son ambassade. Il a Ã©galement [nÃ©gociÃ©](#) les accords dits dâ??Abraham, qui ont dÃ©bouchÃ© sur des accords de normalisation lucratifs entre IsraÃ«l et les Ãmirats arabes unis, le BahreÃ«n, le Soudan et le Maroc.



Des Palestiniens inspectent des ruines Ã Khan Younis aprÃ¨s des frappes aÃ©riennes israÃ©liennes Ã Gaza, le 8 juillet 2014. Photographie : Anadolu/Getty Images

Câ??est Donald Trump qui a commencÃ© Ã couvrir IsraÃ«l de ces derniers cadeaux tant dÃ©sirÃ©s, mais le processus sâ??est poursuivi sans heurts sous Joe Biden. Ainsi, Ã la veille du 7 octobre, IsraÃ«l et lâ??Arabie saoudite Ã©taient sur le point de signer ce qui avait Ã©tÃ© [qualifiÃ©](#) avec verve d' Â»accord du siÃ¨cle Â».

OÃ¹ Ã©taient les droits et les aspirations des Palestiniens dans tous ces accords ? Absolument nulle part. Car lâ??autre chose qui a changÃ© pendant ces annÃ©es dâ??impunitÃ©, câ??est tout prÃ©texte pour quâ??IsraÃ«l revienne Ã la table des nÃ©gociations. Lâ??objectif Ã©tait clairement dâ??Ã©craser le mouvement palestinien pour lâ??autodÃ©termination par la force, ainsi que par lâ??isolement physique et politique et la fragmentation.

Nous savons comment se dÃ©rouleront les prochains chapitres de cette histoire. Lâ??horrible attentat du 7 octobre perpÃ©trÃ© par le Hamas. La furieuse dÃ©termination dâ??IsraÃ«l Ã exploiter ces crimes pour faire ce que certains hauts responsables du gouvernement voulaient de toute faÃ§on faire depuis longtemps : [dÃ©peupler](#) Gaza des Palestiniens, ce quâ??ils semblent actuellement tenter de faire en combinant le meurtre direct, la dÃ©molition massive de maisons (Â« [domicide](#) Â»), la propagation de la [famine](#), de la soif et des maladies infectieuses et, enfin, lâ??[expulsion massive](#).

Ne vous y trompez pas : c'est ce que signifie permettre à un État de devenir un voyou, de laisser l'impunité régner sans contrôle pendant des décennies, en utilisant les traumatismes collectifs réels subis par le peuple juif comme une excuse et une histoire de couverture sans fond. Une telle impunité n'engloutira pas seulement un pays, mais tous les pays avec lesquels il est allié. Elle engloutira toute l'architecture internationale du droit humanitaire forgée dans les flammes de l'holocauste nazi. Si nous le laissons faire.

Une décennie d'attaques juridiques contre le BDS

Ce qui soulève un autre point qui n'est pas resté stable au cours des deux dernières décennies : l'obsession croissante d'Israël d'écarter le BDS, quel qu'en soit le coût pour les droits politiques durement acquis. En 2009, les acteurs du BDS avaient de nombreux arguments pour expliquer pourquoi il s'agissait d'une mauvaise idée. Certains craignaient que les boycotts culturels et universitaires ne mettent un terme à l'engagement indispensable avec les Israéliens progressistes, et craignaient que cela ne vire à la censure. D'autres soutenaient que des mesures punitives seraient une réaction brutale et feraient évoluer Israël vers la droite.

Il est donc frappant, avec le recul, de constater que ces premiers débats ont pratiquement disparu de la sphère publique, et ce n'est pas parce qu'un camp a remporté l'argument. Ils ont disparu parce que l'idée même d'un débat a été remplacée par une stratégie d'ovorance : le recours à l'intimidation juridique et institutionnelle pour mettre les tactiques BDS hors de portée et faire taire le mouvement.

À ce jour, aux États-Unis, 293 projets de loi anti-BDS ont été déposés et [adoptés](#) dans 38 États, selon Palestine Legal, qui a suivi de près cette montée en puissance. Ils expliquent que certaines législations ciblent le financement des universités, d'autres exigent que toute personne recevant un contrat avec un État ou travaillant pour un État signe un contrat par lequel elle s'engage à ne pas boycotter Israël, et à certaines demandent à l'État de compiler des [listes noires](#) publiques d'entités qui boycottent pour les droits des Palestiniens ou soutiennent le BDS. En [Allemagne](#), le soutien à toute forme de BDS est suffisant pour que des prix soient retirés, des financements supprimés, des spectacles et des conférences annulés (j'en ai fait l'expérience [moi-même](#)).

Cette stratégie est, sans surprise, la plus agressive à l'intérieur même d'Israël. En 2011, le pays a promulgué la loi pour la prévention des dommages causés à l'État d'Israël par le boycott, tuant ainsi dans l'œuf le mouvement naissant du Boycott de l'intérieur. Le centre juridique Adalah, une organisation œuvrant pour les droits des minorités arabes en Israël, [explique](#) que la loi « interdit la promotion publique du boycott académique, économique ou culturel par des citoyens et des organisations israéliens contre des institutions israéliennes ou des colonies israéliennes illégales en Cisjordanie. Elle permet d'engager des poursuites civiles contre toute personne appelant au boycott ». Comme les lois au niveau de l'État aux États-Unis, elle interdit également à une personne qui appelle au boycott de participer à tout appel d'offres public. En 2017, Israël a commencé à interdire [ouvertement](#) aux militants pro-BDS d'entrer en Israël ; vingt groupes internationaux ont été placés sur la soi-disant [liste noire BDS](#), y compris le pilier anti-guerre, *Jewish Voice for Peace* (Voix juive pour la paix).

Pendant ce temps, aux États-Unis, les lobbyistes des compagnies pétrolières et gazières et des fabricants d'armes à feu s'inspirent de l'offensive juridique anti-BDS et poussent à l'adoption d'une législation [similaire](#) pour restreindre les campagnes de désinvestissement qui en prennent à leurs clients. « Cela montre pourquoi il est si dangereux d'autoriser ce type d'exception à la liberté d'expression en faveur de la Palestine », a déclaré Meera Shah, avocate principale de Palestine Legal, au magazine [Jewish Currents](#). « Car non seulement elle nuit au mouvement pour les droits des Palestiniens, mais elle finit par nuire à d'autres mouvements sociaux. Une fois de plus, rien ne reste statique, l'impunité s'étend, et lorsque les droits de boycott et de désinvestissement sont supprimés pour la solidarité palestinienne, le droit d'utiliser ces mêmes outils pour faire pression en faveur de l'action climatique, du contrôle des armes à feu et des droits des personnes LGBTQ+ est également supprimé.

D'une certaine manière, c'est un avantage, car cela permet d'approfondir les alliances entre les mouvements. Toutes les grandes organisations progressistes et tous les syndicats ont intégré le droit au boycott et au désinvestissement en tant que principes fondamentaux de la liberté d'expression et outils essentiels de la transformation sociale. La petite équipe de Palestine Legal a mené la riposte aux États-Unis de [manière extraordinaire](#) en déposant des dossiers judiciaires qui contestent les lois anti-BDS comme étant inconstitutionnelles et en soutenant les dossiers d'autres personnes. Elle mérite beaucoup plus de soutien.

Est-ce enfin le moment du BDS ?

Il y a une autre raison de se réjouir : la raison pour laquelle Israël s'en prend au BDS avec une telle féroce est la même que celle pour laquelle tant d'activistes ont continué à y croire malgré ces attaques sur plusieurs fronts. Parce qu'il peut fonctionner.

Nous l'avons vu lorsque des entreprises internationales ont commencé à se retirer d'Afrique du Sud dans les années 1980. Ce n'était pas parce qu'elles étaient soudainement frappées par des épiphanies morales antiracistes. Au contraire, lorsque le mouvement est internationalisé et que les campagnes de boycott et de désinvestissement ont commencé à toucher les ventes de voitures et les clients des banques en dehors du pays, ces entreprises ont calculé qu'il leur en coûterait plus cher de rester en Afrique du Sud que d'en partir. Les gouvernements occidentaux ont commencé tardivement à imposer des sanctions pour des raisons similaires.

Cela a nui au secteur des entreprises sud-africaines, dont certaines ont fait pression sur le gouvernement de l'apartheid pour qu'il fasse des concessions aux mouvements de libération des Noirs qui se rebellaient contre l'apartheid depuis des décennies par des soulèvements, des grèves de masse et une résistance armée. Le coût du maintien d'un statu quo cruel et violent était de plus en plus élevé, y compris pour l'élite sud-africaine.

Enfin, à la fin des années 80, les pressions extérieures et intérieures sont devenues si intenses que le président FW de Klerk a été contraint de libérer Nelson Mandela de prison après 27 ans de détention, puis d'organiser des élections « une personne, un vote », qui ont porté Mandela à la présidence.

Les organisations palestiniennes qui ont entretenu la flamme du BDS au cours des années tristes sombres placent toujours leur espoir dans le modèle sud-africain de pression extérieure. En effet, alors qu'Israël perfectionne l'architecture et l'ingénierie de la ghettoïsation et de l'expulsion, c'est peut-être le seul espoir.

En effet, Israël est nettement plus l'abri des pressions internes exercées par les Palestiniens que ne l'étaient les Sud-Africains blancs sous l'apartheid, qui dépendaient de la main-d'œuvre noire pour toutes sortes de tâches, des travaux domestiques à l'extraction de diamants. Lorsque les Sud-Africains noirs retiraient leur main-d'œuvre ou s'engageaient dans d'autres types de perturbations économiques, ils ne pouvaient pas être ignorés.

Israël a tiré les leçons de la vulnérabilité de l'Afrique du Sud : depuis les années 90, sa dépendance à l'égard de la main-d'œuvre palestinienne n'a cessé de diminuer, en grande partie grâce aux « travailleurs invités » et à l'afflux d'environ un million de Juifs en provenance de l'ex-Union soviétique. Cela a permis à Israël de passer du modèle d'oppression de l'occupation au modèle actuel de ghettoïsation, qui tente de faire disparaître les Palestiniens derrière des murs imposants dotés de capteurs de haute technologie et de la défense antiaérienne israélienne tant vantée, le Dôme de fer.

Mais ce modèle à appelons-le la bulle fortifiée à comporte ses propres vulnérabilités, et pas seulement face aux attaques du Hamas. La vulnérabilité la plus systématique vient de l'extrême dépendance d'Israël à l'égard du commerce avec l'Europe et l'Amérique du Nord, qu'il s'agisse de son secteur touristique ou de son secteur des technologies de surveillance alimentées par l'IA. L'image de marque qu'Israël est forgée est celle d'un avant-poste occidental branché dans le désert, une petite bulle de San Francisco ou de Berlin qui se trouve par hasard dans le monde arabe.

Cela la rend particulièrement vulnérable aux tactiques du BDS, y compris les boycotts culturels et universitaires. En effet, lorsque des stars de la pop, d'égales à éviter la controverse, annulent leurs arrêts à Tel-Aviv, que des universités américaines prestigieuses mettent fin à leurs partenariats officiels avec des universités israéliennes après avoir assisté à la détonation de plusieurs écoles et universités palestiniennes, et que de belles personnalités ne choisissent plus Eilat pour leurs vacances parce que leurs followers Instagram ne seront pas impressionnés, c'est tout le modèle économique d'Israël qui s'en trouve ébranlé, ainsi que l'idée qu'il se fait de lui-même.

Cela introduira une pression que les dirigeants israéliens ne ressentent manifestement pas aujourd'hui. Si les entreprises mondiales de technologie et d'ingénierie cessent de vendre des produits et des services à l'armée israélienne, la pression augmentera encore, peut-être suffisamment pour modifier la dynamique politique. Les Israéliens souhaitent ardemment faire partie de la communauté mondiale et, s'ils se retrouvent soudainement isolés, un nombre beaucoup plus important d'électeurs pourrait commencer à exiger certaines des actions que les dirigeants actuels d'Israël rejettent d'emblée, comme négocier avec les Palestiniens une paix durable fondée sur la justice et l'égalité telles que définies par le droit international, plutôt que d'essayer de sécuriser sa bulle fortifiée à l'aide de phosphore blanc et d'épuration ethnique.

Le problème, bien sûr, c'est que pour que les tactiques non violentes de BDS fonctionnent, les victoires ne peuvent pas être sporadiques ou marginales. Elles doivent être durables et générales au moins aussi générales que la campagne sud-africaine, qui a vu de grandes entreprises comme General Motors et Barclays Bank retirer leurs investissements, tandis que des artistes de renom comme Bruce Springsteen et Ringo Starr se joignaient à un supergroupe des années 80 pour chanter « ain't gonna play Sun City » (référence à la station balnéaire de luxe emblématique de l'Afrique du Sud).

Le problème, bien sûr, c'est que pour que les tactiques non violentes du BDS fonctionnent, les victoires ne peuvent pas être sporadiques ou marginales. Elles doivent être durables et générales au moins aussi générales que la campagne sud-africaine, qui a vu de grandes entreprises comme General Motors et Barclays Bank retirer leurs investissements, tandis que des artistes de renom comme Bruce Springsteen et Ringo Starr se joignaient à un supergroupe des années 80 pour chanter « ain't gonna play Sun City » (référence à la station balnéaire de luxe emblématique de l'Afrique du Sud).

Barghouti estime que les « syndicats de travailleurs et d'agriculteurs, ainsi que les mouvements de justice raciale, sociale, climatique et de genre » qui le soutiennent « représentent collectivement des dizaines de millions de personnes dans le monde ». Mais le mouvement n'a pas encore atteint un point de basculement comparable à celui de l'Afrique du Sud.

Cela a un coût. Il n'est pas nécessaire d'être un historien des luttes de libération pour savoir que lorsque des tactiques guidées par la morale sont ignorées, mises à l'écart, salies et interdites, d'autres tactiques non liées à ces préoccupations éthiques deviennent beaucoup plus attrayantes pour les personnes désespérées par l'espoir d'un changement.

Nous ne saurons jamais comment le présent aurait pu être différent si davantage d'individus, d'organisations et de gouvernements avaient tenu compte de l'appel au BDS lancé par la société civile palestinienne en 2005. Lorsque j'ai pris contact avec M. Barghouti il y a quelques jours, il n'a pas évoqué deux décennies d'impunité, mais 75 ans. Israël, a-t-il déclaré, « n'aurait pas été en mesure de perpétuer son génocide taylorien à Gaza sans la complicité des États, des entreprises et des institutions avec son système d'oppression ». La complicité, a-t-il souligné, est quelque chose que nous avons tous le pouvoir de rejeter.

Une chose est sûre : les atrocités commises actuellement à Gaza renforcent considérablement les arguments en faveur du boycott, du désinvestissement et des sanctions. Les tactiques non violentes que beaucoup considéraient comme extrêmes ou craignaient d'être taxées d'antisémitisme semblent très différentes à la lumière de deux décennies de carnage, avec de nouveaux décès empilés sur les anciens, de nouveaux chagrins et traumatismes graves dans le psychisme des nouvelles générations, et de nouvelles profondeurs de dépravation atteintes à la fois dans les mots et dans les actes.

Dimanche dernier, pour sa dernière émission sur MSNBC, Mehdi Hasan a interviewé le photojournaliste palestinien Motaz Azaiza, basé à Gaza, qui risque sa vie, jour après jour, pour transmettre au monde les images des massacres perpétrés par Israël. Le message qu'il a adressé aux téléspectateurs américains était clair : « Ne vous considérez pas comme une personne libre si vous ne pouvez pas changer les choses, si vous ne pouvez pas arrêter un

génocide qui est toujours en cours ».

Dans un moment comme le nôtre, nous sommes ce que nous faisons. De nombreuses personnes ont fait plus que jamais auparavant : blocage des livraisons d'armes, occupation des sièges du gouvernement pour exiger un cessez-le-feu, participation à des manifestations de masse, dire la vérité, même si c'est difficile. La combinaison de ces actions pourrait bien avoir contribué au développement le plus important dans l'histoire du BDS : la requête de l'Afrique du Sud auprès de la Cour internationale de justice de La Haye accusant Israël de commettre un génocide et demandant des mesures provisoires pour arrêter son attaque contre Gaza.

Une analyse récente du journal israélien Haaretz note que si la CIJ se prononce en faveur de l'Afrique du Sud, même si les États-Unis opposent leur veto à une intervention militaire aux Nations unies, « une injonction pourrait entraîner l'ostracisme d'Israël et des entreprises israéliennes et les soumettre à des sanctions imposées par des pays ou des blocs individuels ».

Les boycotts locaux, quant à eux, commencent déjà à faire sentir leurs effets. En décembre, Puma a fait savoir qu'elle mettrait fin à son parrainage controversé de l'équipe nationale de football d'Israël. Avant cela, des artistes ont quitté un grand festival de bande dessinée en Italie, après qu'il est apparu que l'ambassade d'Israël figurait parmi les sponsors. Ce mois-ci, le directeur général de McDonald's, Chris Kempczinski, a critiqué ce qu'il a appelé la « désinformation » ayant un impact commercial significatif sur certaines de ses ventes dans plusieurs marchés du Moyen-Orient et certains en dehors de la région. Il faisait ainsi référence à la vague d'indignation suscitée par la nouvelle selon laquelle McDonald's Israël avait fait don de milliers de repas aux soldats israéliens. M. Kempczinski s'efforce de saper la marque mondiale des propriétaires-exploitants locaux, mais peu de personnes au sein du mouvement BDS sont convaincues par cette distinction.

Il sera également essentiel, alors que le mouvement BDS continue à prendre de l'ampleur, d'être parfaitement conscient que nous sommes au milieu d'une vague alarmante et réelle de crimes haineux, dont beaucoup sont dirigés contre les Palestiniens et les musulmans, mais aussi contre les entreprises et les institutions juives simplement parce qu'elles sont juives. Il agit à l'antisémitisme, et non à l'activisme politique.

Le BDS est un mouvement sérieux et non violent, doté d'un modèle de gouvernance bien établi. Tout en laissant aux organisateurs locaux l'autonomie de terminer les campagnes qui fonctionneront dans leur région, le comité national BDS (BNC) définit les principes directeurs du mouvement et sélectionne soigneusement un petit groupe d'entreprises cibles à fort impact, choisies en raison de leur complicité avec les violations des droits de l'homme des Palestiniens commises par Israël.

Le BNC est également très clair sur le fait qu'il n'appelle pas au boycott des Israéliens parce qu'ils sont Israéliens, déclarant qu'il rejette, par principe, les boycotts individuels fondés sur leur opinion ou leur identité (comme la citoyenneté, la race, le sexe ou la religion). En d'autres termes, les cibles sont des institutions complices de systèmes d'oppression, et non des personnes.

Aucun mouvement n'est parfait. Chaque mouvement fera des faux pas. Cependant, la question la plus urgente aujourd'hui n'a pas grand-chose à voir avec la perfection. Elle est simplement la suivante : qu'est-ce qui a le plus de chances de changer un statu quo moralement intolérable, tout en empêchant de nouvelles effusions de sang ? L'indomptable journaliste de Haaretz, Gideon Levy, ne se fait pas d'illusions sur ce qu'il faudra faire. Il a récemment déclaré : Owen Jones « La formule est très simple : tant que les Israéliens ne paieront pas et ne seront pas punis pour l'occupation, qu'ils n'en seront pas tenus pour responsables et qu'ils ne la ressentiront pas au quotidien, rien ne changera ».



La police anti-émeute menace des étudiants manifestant contre l'apartheid à Johannesburg, Afrique du Sud, le 20 août 1989. Photo : Louise Gubb/Corbis/Getty Images : Louise Gubb/Corbis/Getty Images

Il est tard

En juillet 2009, quelques mois après la publication de mon premier article sur le BDS, je me suis rendu à Gaza et en Cisjordanie. À Ramallah, j'ai donné une conférence sur ma décision de soutenir le BDS. J'ai notamment présenté mes excuses pour ne pas avoir fait entendre ma voix plus tôt, ce qui, je l'ai avoué, était dû à la peur : la peur que la tactique soit trop extrême lorsqu'elle est dirigée contre un État forgé par le traumatisme juif ; la peur qu'on m'accuse de trahir mon peuple. Des craintes que j'ai toujours.

« Mieux vaut tard que jamais », m'a dit un spectateur bienveillant après la conférence.

Il était tard à l'époque ; il est encore plus tard aujourd'hui. Mais il n'est pas trop tard. Il n'est pas trop tard pour que chacun d'entre nous crée sa propre politique étrangère à partir de la base, une politique qui intervienne dans la culture et l'économie de manière intelligente et stratégique à des moyens qui offrent un espoir tangible que les décennies d'impunité incontrôlée d'Israël prennent enfin fin.

Comme l'a demandé le comité national du BDS la semaine dernière : « Si ce n'est pas maintenant, quand ? Le mouvement anti-apartheid sud-africain s'est organisé pendant des décennies pour obtenir un large soutien international menant à la chute de l'apartheid ; et l'apartheid est tombé. La liberté est inévitable. Le moment est venu d'agir et de rejoindre le mouvement pour la liberté, la justice et l'égalité en Palestine ».

Cela suffit. Il est temps de boycotter.

Naomi Klein est une chroniqueuse et collaboratrice du Guardian aux États-Unis. Elle est professeur de justice climatique et codirectrice du Centre pour la justice climatique à l'université de Colombie-Britannique. Son dernier livre, *Doppelgänger : A Trip into the Mirror World (Un voyage dans le monde des miroirs)* est publié en septembre.

Source : [The Guardian](#)

Traduction ED pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

date crÃ©e
2024/01/10